

PREFECTURE DES COTES D'ARMOR

DIRECTION DES COLLECTIVITES
LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

A R R E T E

portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement.

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, pris pour son application ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié, portant nomenclature des installations classées ;
- VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application, notamment les articles 40 et suivants ;
- VU la demande présentée par la S.A. LA CELTIQUE INDUSTRIELLE en vue d'être autorisée à exploiter, en Zone Artisanale de PLERIN, 12 rue Brindejonc des Moulinais, un établissement spécialisé dans la fabrication, le stockage et le négoce de peintures inflammables ou non et de produits de maintenance divers, installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ouverte du 30 août au 29 septembre 1993 en mairie de PLERIN ;
- VU les avis exprimés au cours de l'instruction respectivement par :
- le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt le 12 août 1993,
- le Chef du Service de Défense et de Protection Civiles le 24 août 1993,
- le Directeur Départemental des Affaires Maritimes le 1er septembre 1993,
- le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales le 3 septembre 1993,
- le Directeur Départemental du travail et de l'Emploi le 6 octobre 1993 ;
- VU les arrêtés préfectoraux des 28 décembre 1993 et 25 mars 1994 prorogeant le délai fixé par l'article 11 du décret du 21 septembre 1977 susvisé ;
- VU le rapport du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur des Installations Classées, en date du 25 janvier 1994 ;
- VU la consultation effectuée le 15 février 1994 conformément à l'article 10 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé ;
- VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 1er avril 1994 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

.../...

REPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté Égalité Fraternité

ARRETE

ARTICLE 1er : La Société CELTIQUE INDUSTRIELLE est autorisée à exploiter à PLERIN, en zone artisanale, 12, rue Brindejone des Moulinais, un établissement spécialisé dans la fabrication, le stockage et le négoce de peintures inflammables ou non et de produits de maintenance divers, comprenant les activités classées ci-après :

N° de Nomenclature	Activité	Classement A ou D
170 2°)	Fabrication de produits détergents autres que les savons; la quantité produite étant comprise entre 100 et 1000 t par an (600 t).	D
253 B	Dépôt de liquides inflammables (coefficient 1) d'une capacité totale équivalente comprise entre 10 et 100 m ³ (62600 l)	D
1433 2°) (ou 261 B)	Installations de mélange ou d'emploi à froid de liquides inflammables représentant une capacité totale équivalente susceptible d'être présente dans l'atelier étant supérieure à 10 t mais inférieure à 200 t (62600 l).	A
405 B 1°) b)	Application par pulvérisation de peintures inflammables ; la quantité utilisée étant inférieure à 25 litres par jour.	D
1111 2 b)	Emploi ou stockage de substances et préparations liquides très toxiques ; la quantité totale susceptible d'être présente étant supérieure à 250 kg mais inférieure à 20 tonnes (2920 litres d'acide fluorhydrique)	A

ARTICLE 2 : L'exploitation des installations est soumise aux dispositions suivantes :

I - DISPOSITIONS GENERALES.

1°) - Les installations seront implantées, aménagées et exploitées conformément aux plans et notices joints à la demande d'autorisation. Elles devront se conformer le cas échéant, aux prescriptions du présent arrêté.

2°) - Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable de la situation existante devra être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet des Côtes-d'Armor avec tous les éléments d'appréciation.

3°) - L'Inspecteur des Installations Classées pourra demander que des contrôles et analyses soient effectués par des organismes compétents et aux frais de l'exploitant sur les nuisances de l'établissement (émissions et retombées de gaz, poussières, fumées, rejets d'eaux, déchets, bruits notamment).

En tant que de besoin, les installations seront conçues et aménagées de manière à permettre ces contrôles dans de bonnes conditions.

4°) - Incident grave - Accident.

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 Juillet 1976 devra être immédiatement signalé à l'inspecteur des installations classées à qui l'exploitant remettra dans les meilleurs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l'accident ainsi que les mesures envisagées pour éviter le renouvellement d'un tel fait.

5°) - Prévention du bruit.

5-1 : Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 Août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement leur sont applicables.

5-2 : Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier au décret du 18 Avril 1969).

5-3: L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs etc...) gênants pour le voisinage, est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

5-4: Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fera, conformément à l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 août 1985, en se référant au tableau ci-dessous qui fixe les points de contrôle et les valeurs correspondantes des niveaux - limites admissibles.

Emplacement	Type de zone	Niveaux -limites admissibles de bruit en dB(A)
Limites de propriété	Industrielle	Jour : Période : Nuit
		:intermédiaire :

		65 : 60 : 55
		: : :
		: : :

* La période de jour, pour les jours ouvrables, équivaut à 7 h - 20 h.

* La période intermédiaire équivaut à :

° Jours ouvrables :
6 h à 7 h et 20 h à 22 h ;

° Dimanches et jours fériés :
6 h à 22 h.

* La période de nuit, pour tous les jours, équivaut à : 22 h à 6 h.

5-5: En tant que de besoin, l'exploitant devra effectuer des travaux pour respecter les valeurs du paragraphe ci-dessus.

6°)- Prévention de la pollution atmosphérique

6-1: Les installations doivent être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine d'émissions à l'atmosphère de fumées épaisses, de buées, de suies, de poussières ou de gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation et à la beauté des sites.

En particulier, tout brûlage à l'air libre est interdit.

6-2 : Tous les postes ou parties d'installations susceptibles d'engendrer des émissions de poussières seront pourvus de moyens de traitement de ces émissions.

6-3 : Les émissions éventuelles de poussières doivent être, soit captées et dirigées vers un ou plusieurs dispositifs de dépoussiérage, soit combattues à la source par capotage ou aspersion des points d'émissions, ou par tout procédé d'efficacité équivalente.

La teneur résiduelle dans les rejets ne devra pas excéder 50 mg/Nm³, le débit total étant supérieur à 1 kg par heure (1,2 kg par heure).

6-4 : Des dispositifs de captation, d'extraction et de traitement si nécessaire, des fumées, vapeurs et gaz toxiques ou odorants vers l'extérieur seront mis en place notamment sur les installations suivantes :

- installations de fabrication de peintures inflammables ou non (broyeurs, mélangeurs etc...).

- application à froid au rouleau et par pulvérisation sur un support quelconque de vernis ou peintures inflammables ou non.

- installations de stockage et d'emploi de l'acide fluorhydrique.

- installations de séchage de vernis ou peintures inflammables ou non.

- installations de mélange ou d'emploi à froid de solvants inflammables, toxiques ou non en vue de la préparation des produits de maintenance.

Les effluents gazeux rejetés doivent respecter les valeurs limites suivantes :

- 150 mg/m³ pour l'ensemble des composés organiques à l'exclusion du méthane si le débit massique horaire dépasse 2 kg/heure.

- 5 mg/m³ pour les composés contenant du fluor exprimés en H.F.

6-5 : Si malgré les dispositions précédentes, il y a émission de vapeurs, poussières etc... reconnue gênante pour le voisinage, des dispositifs plus efficaces de captation et de traitement (neutralisation, filtration, désodorisation etc...) devront être installés.

6-6 : Les installations de combustion seront aménagées et exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 20 Juin 1975 relatif à l'équipement et à l'exploitation des installations thermiques en vue de réduire la pollution atmosphérique et d'économiser l'énergie.

7°) - DECHETS.

7-1 : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise.

A cette fin, il se doit, conformément à la partie "déchets" de l'étude d'impact du dossier de demande d'autorisation d'exploiter, successivement :

- de limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;

- de trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;

- de s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique ;

- de s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

7-2 : Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, doivent être réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible être protégés des eaux météoriques.

7-3 : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés doivent être éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 Juillet 1976, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement; l'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

Dans ce cadre, il justifiera à compter du 1er Juillet 2002, le caractère ultime au sens de l'article 1er de la loi du 15 Juillet 1975 modifiée, des déchets mis en décharge.

Ainsi, la totalité des eaux de lavage des matériels de fabrication et de stockage sera collectée et récupérée pour être, soit recyclée en fabrication, soit traitée comme des déchets.

Les principaux déchets produits par l'établissement et éliminés à l'extérieur présentent les caractéristiques ci-après :

- cartons (C 860) qui sont valorisés.
- fûts métalliques (C 305) qui sont, soit repris par le fournisseur, soit valorisés.
- palettes de bois (C 870).
- déchets industriels banals (C 980) soit valorisés, soit mis en décharge.
- déchets industriels spéciaux (solvants usagés C 121 ou C 122).

7-4 : Sans préjudice des obligations résultant de l'application de la loi n° 75-663 du 15 Juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et des textes pris pour son application, l'exploitant est tenu de faire parvenir chaque trimestre avant le 20 du mois suivant le trimestre écoulé, au service chargé de l'inspection des installations classées, un état récapitulatif des opérations effectuées sur les déchets visés à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 4 Janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances. Le premier état récapitulatif concernera le quatrième trimestre 1993.

7-5 : Sans préjudice de la responsabilité propre du transporteur, l'exploitant s'assure que les emballages et les modalités d'enlèvement et de transport sont de nature à respecter l'environnement et conformes aux réglementations en vigueur.

Il s'assure avant tout chargement que les récipients utilisés par le transporteur sont compatibles avec les déchets enlevés. Il vérifie également la compatibilité du résidu avec le mode de transport utilisé.

8°) - Sécurité

8-1 : Zones de dangers.

L'exploitant définira, sous sa responsabilité, deux types de zones de dangers en fonction de leur aptitude à l'explosion :

- une zone de type I : zone à atmosphère explosive permanente ou semi-permanente ;

- une zone de type II : zone à atmosphère explosive épisodique de faible fréquence et de faible durée.

8-2 : Installations électriques.

Le matériel électrique basse tension sera conforme à la norme NFC 15.100.

Le matériel électrique haute tension sera conforme aux normes NFC 13.100 et NFC 13.200.

En outre, les installations électriques utilisées dans les zones I et II seront conformes à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion (arrêté ministériel du 31 Mars 1980 - J.O. du 30 Avril 1980).

Elles seront protégées contre les chocs.

Les transformateurs, contacteurs de puissance... seront implantés dans des locaux spéciaux situés à l'extérieur des zones I et II.

Il existera des interrupteurs multipolaires pour couper le courant (force et lumière). Ils seront placés à l'extérieur des zones I et II sous la surveillance des préposés responsables.

Les installations électriques seront entretenues en bon état. Elles seront périodiquement - au moins une fois par an - contrôlées par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

8-3 : Electricité statique - Mise à la terre.

En zones I et II, les mesures suivantes doivent être prises contre les dangers résultant de la formation d'électricité statique ;

a) - Tous les réservoirs, récipients, canalisations, éléments de canalisation, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. La résistance des prises de terre sera périodiquement vérifiée. L'intervalle entre deux contrôles ne pourra excéder six mois. Les résultats seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

b) - Les matériels constituant les appareils en contact avec les matières, produits explosibles ou inflammables à l'état solide, liquide, gaz ou vapeur, devront être suffisamment conducteurs de l'électricité afin d'éviter toute accumulation de charges électrostatiques.

c) - Les transmissions seront assurées d'une manière générale par trains d'engrenage ou chaînes convenablement lubrifiées. En cas d'utilisation de courroies, celles-ci devront permettre l'écoulement à la terre des charges électro-statiques formées, le produit favorisant l'adhérence utilisé ayant par ailleurs une conductibilité suffisante.

d) - Les systèmes d'alimentation des récipients, réservoirs, doivent être disposés de façon à éviter tout emplissage par chute libre. Les opérations de jaugeage par pige métallique doivent se faire au plus tôt deux minutes après l'arrêt du chargement.

8-4 : Eclairage.

L'éclairage artificiel se fera par lampes extérieures sous verre dormant ou à l'intérieur des zones I et II par lampes électriques à incandescence sous enveloppes protectrices résistant aux chocs ou par tout procédé présentant des garanties équivalents. Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fils conducteurs.

8-5 : Détection de situation anormale.

Les installations (ateliers de fabrication et dépôts) susceptibles de créer un danger particulier par suite d'élévation anormale de température ou de pression, seront équipées de détecteurs appropriés qui déclencheront une alarme.

Des consignes particulières définiront les mesures à prendre en cas de déclenchement des alarmes.

8-6 : Suppression des sources d'inflammation.

Aucun feu nu, point chaud ou appareil susceptible de produire des étincelles ne pourra être maintenu ou apporté, même exceptionnellement dans les zones I et II, que les installations soient en marche ou à l'arrêt, en-dehors des conditions prévues ci-après. Ces interdictions, notamment celle de fumer, seront affichées en caractères très apparents dans les locaux concernés et sur les portes d'accès.

Les centrales de production d'énergie seront extérieures aux zones de dangers. Elles seront placées dans les locaux spéciaux sans communication directe avec des zones.

8-7 : Permis de feu.

Dans les zones de types I et II, tous les travaux de réparation ou d'entretien sortant du domaine de l'entretien courant ne pourront être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par l'exploitant ou par la personne que ce dernier aura nommément désignée.

Ces travaux ne pourront s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière, établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu. Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

Lorsque les travaux auront lieu dans une zone présentant des risques importants, ils ne seront réalisés qu'après arrêt complet et vidange des installations de la zone concernée, nettoyage et dégazage des appareils à réparer, vérification préalable de la non explosivité de l'atmosphère.

Des visites de contrôles seront effectuées après toute intervention.

8-8 : Outillage.

L'outillage utilisé en zones de types I et II sera d'un type non susceptible d'étincelles.

8-9 : Chauffage des locaux.

Le chauffage éventuel des locaux situés en zones I et II ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150° C. Tout autre procédé de chauffage pourra être admis, dans chaque cas particulier, s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

8-10 : Echauffements mécaniques.

Dans les zones de types I et II, les organes mécaniques mobiles seront convenablement lubrifiés et vérifiés périodiquement.

L'exploitant établira un carnet d'entretien qui spécifiera la nature, la fréquence et la localisation des opérations de contrôle et de maintenance à effectuer par le personnel.

8-11 : Limitation des effets d'une explosion éventuelle.

Les locaux classés en zones I et II ainsi que les enceintes susceptibles d'entraîner un confinement seront conçus de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion.

Ils seront, au besoin, munis d'évents d'explosion de manière à limiter les conséquences d'une éventuelle explosion (cuves de stockage de solvants inflammables en particulier).

8-12 : Stabilité au feu des structures.

La stabilité au feu des structures devra être compatible avec les délais d'intervention des services d'incendie et de secours. Les éléments de construction seront d'une manière générale incombustibles. L'usage des matériaux combustibles sera limité au strict minimum indispensable.

Les bâtiments (ateliers et dépôts) devront être équipés en partie haute de dispositifs de désenfumage à ouverture automatique et manuelle, en nombre suffisant conformément aux règles de l'art. Ces dispositifs devront être reliés à une alarme sonore et visuelle.

Un mur coupe-feu de degré 2 heures au moins devra exister entre les bureaux administratifs et les ateliers de fabrication et de stockage.

8-13 - Séparation des risques.

La conception générale de l'établissement sera conduite de sorte à assurer, à partir d'une division des activités concernées, une séparation effective des risques présentés par leur éloignement ou une séparation physique de stabilité suffisante eu égard aux risques eux-mêmes.

8-14 : Les ateliers et dépôts doivent bénéficier si nécessaire d'une ventilation permettant un renouvellement d'air suffisant de façon à éviter la concentration de vapeurs toxiques ou inflammables.

8-15 : Signalement des incidents de fonctionnement.

Les installations seront équipées d'appareils de communication ou d'arrêt d'urgence permettant au personnel de signaler ou de prévenir rapidement tout incident soit automatiquement soit par tout autre moyen défini par l'exploitant.

Ce dernier dressera une liste exhaustive des opérations à effectuer (arrêt des machines ...) en fonction de la nature et de la localisation de l'incident. Il sera précisé si ces opérations sont effectuées automatiquement ou manuellement.

8-16 : Evacuation du personnel.

Les installations devront comporter des moyens rapides d'évacuation pour le personnel. Les issues seront maintenues libres en permanence de tout encombrement. Les schémas d'évacuation seront préparés par l'exploitant, tenus à jour et affichés.

8-17 : Moyens de lutte contre l'incendie.

L'établissement sera pourvu, sous la responsabilité de l'exploitant, en accord avec le Service Départemental de Secours et de Lutte contre l'incendie, des moyens d'intervention appropriés aux risques encourus.

Il comprendra en particulier :

- un (ou plusieurs) poteaux d'incendie de diamètre 100 conforme(s) à la norme NFS 61213 capable(s) de fournir en permanence un débit de 1000 litres/minute sous une pression dynamique de 1 bar.
- un réseau intérieur par robinets d'incendie armés.
- de détecteurs automatiques contre l'incendie en nombre suffisant.
- d'extincteurs en nombre suffisant, disposés dans les différents ateliers et dépôts dont au moins 1 extincteur à poudre sur roue de 50 kg.

En outre :

- Les extincteurs seront d'un type homologué NF MIE.
- Les moyens de secours et de lutte contre l'incendie seront maintenus en bon état de service et vérifiés périodiquement.

Des réserves de matériaux absorbants (sable à l'état meuble avec pelles de projection ou autre produit équivalent devront être créées pour épancher les produits accidentellement déversés.

- Le personnel de l'établissement sera entraîné périodiquement à la mise en oeuvre des matériels de secours et d'incendie. Des exercices pourront utilement être réalisés en commun avec les sapeurs-pompiers. L'ensemble du personnel participera à un exercice sur feu réel au moins tous les deux ans.

Dans les 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant devra faire parvenir un dossier complet (plans de l'établissement avec emplacements des organes de coupure des fluides et des sources d'énergie, des dispositifs de commandes de sécurité, des moyens d'extinction fixes et d'alarme) au chef de Corps des Sapeurs-Pompiers de SAINT-BRIEUC aux fins d'établir un plan d'attaque de l'établissement.

Ce dernier doit prévoir en particulier, les moyens d'extinction à utiliser (notamment en vue d'éviter les rejets d'eaux d'extinction dans les réseaux d'égout publics et le milieu naturel) et les mesures à prendre pour faciliter l'intervention des secours extérieurs. Les risques liés à la nature de l'activité exercée et des produits stockés seront portés à la connaissance de ces services.

8-18 : Les abords des stockages ainsi que l'aménagement des ateliers et locaux intérieurs seront conçus de manière à permettre une intervention rapide et aisée des services d'incendie et de secours.

Ces éléments d'information nécessaires à de telles interventions seront matérialisés sur les sols et bâtiments de manière apparente.

8-19 : Consignes.

Outre les consignes générales, l'exploitant établira des consignes spéciales relatives à la lutte contre l'incendie. Celles-ci préciseront notamment :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre ;
- l'organisation des équipes d'intervention ;
- la fréquence des exercices ;
- les dispositions générales concernant l'entretien et la vérification des moyens de secours et de lutte contre l'incendie ;
- les modes d'appel des secours extérieurs ainsi que les personnes autorisées à lancer ces appels ;
- les personnes à prévenir en cas de sinistre.

8-20 : Registre d'incendie.

La date des exercices et essais périodiques des matériels d'incendie ainsi que les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu seront consignés sur un registre spécial qui sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

8-21 : Les aires extérieures de stockage seront entourées d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 m. Les locaux de l'établissement doivent être clos et la clé confiée à un agent responsable, en-dehors des heures d'exploitation.

Avant la fermeture de l'établissement, cet agent effectue une visite de contrôle du dépôt.

8-22 : Toutes substances ou préparations dangereuses sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage.

8-23 : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux dépôts et aux ateliers.

8-24 : Les produits susceptibles d'être rendus définitivement inutilisables par le gel sont stockés en conditions hors gel.

8-25 : Le personnel de fabrication devra avoir reçu une formation spécifique sur les dangers des produits fabriqués et (ou) stockés (toxicité, inflammabilité).

8-26 : Les matières premières, produits semi-finis et finis doivent être stockés dans des locaux spécialement aménagés à cet effet.

8-27 : Les dépôts et matériels sont régulièrement nettoyés de manière à éviter l'amas de matières combustibles et de poussières.

8-28 : L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits stockés.

Cet état est tenu en permanence à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

8-29 : Le personnel de fabrication devra avoir, à sa disposition, des équipements de protection individuelle (gants, combinaison, lunettes, bottes, masques etc...) lors de la manipulation des produits.

8-30 : Les installations seront protégées contre la foudre conformément aux dispositifs de l'arrêté ministériel du 28 Janvier 1993. Le paratonnerre devra être conforme à la norme française C 17-100 de Février 1987 ou à toute norme en vigueur dans un état membre de la communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

8-31 : Le bâtiment sera équipé d'une détection anti-intrusion avec alarme et report téléphonique.

9°) - Prévention de la pollution des eaux.

9-1 : L'alimentation en eau de l'établissement sera munie de dispositif de comptage. Tous les compteurs seront relevés régulièrement et les valeurs obtenues seront consignées dans un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

9-2 : Un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable sera installé sur la canalisation d'eau potable du réseau public, afin d'isoler le réseau d'eau industriel et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans le réseau d'eau public.

Tout autre dispositif équivalent pourra être installé et l'inspection des installations classées devra être préalablement informée.

9-3 : L'établissement devra être pourvu d'un réseau d'assainissement particulier du type séparatif permettant un rejet différencié des eaux de pluie.

9-4 : Aucun rejet d'eaux usées ou matières polluantes ne devra s'effectuer dans le réseau d'eaux pluviales. Les eaux de pluie non polluées seront rejetées directement dans le milieu naturel.

9-5 : Tout déversement en nappe souterraine, direct ou indirect, total ou partiel est interdit.

9-6 : Les eaux de lavage des matériels de fabrication et de stockage devront être collectées et être soit recyclées en fabrication, soit traitées comme des déchets.

Elles ne sont rejetées ni dans le réseau d'assainissement public, ni dans le milieu naturel.

Tout rejet éventuel devra répondre aux caractéristiques ci-après :

- DCO inférieure à 150 mg/litre.
- DBO inférieure à 40 mg/litre;
- MES inférieures à 30 mg/litre ;
- Teneur en hydrocarbures totaux inférieure à 10 mg/litre ;
- Teneur en phénols inférieure à 0,1 mg/litre ;
- Teneur en métaux lourds inférieure à 15 mg/litre ;
- PH compris entre 5,5 et 8,5.

9-7 : Les eaux des sanitaires, les eaux usées des lavabos seront collectées et envoyées dans le réseau d'assainissement public (eaux usées) .

9-8 : Les eaux de refroidissement éventuelles devront être recyclées.

9-9 : Prévention de la pollution accidentelle.

9-9-1 : L'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires, notamment par aménagement des sols, collecteurs, des bassins tampons de collecte et de refoulement, des canalisations, des pompes de reprises, etc... pour qu'il ne puisse y avoir, même accidentellement, déversement direct ou indirect de matières toxiques ou polluantes dans le milieu naturel ou dans le réseau d'assainissement public.

9-9-2 : Les opérations périodiques ou exceptionnelles de nettoyage des divers circuits et capacités de l'usine (notamment, au cours des arrêts annuels d'entretien) devront être conduites de manière à ce que les dépôts, fonds de bac, déchets divers, etc... ne puissent gagner directement le milieu récepteur ni être abandonnés sur le site.

9-9-3 : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 l ou à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 600 l.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé. Elle sera munie d'un déclencheur d'alarme au point bas.

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Des seuils d'une hauteur minimale de 10 cm devront être aménagés au niveau des portes et des portails, de manière à créer au niveau des ateliers et du stockage de produits finis, une rétention générale d'un volume minimum de 190 m³, susceptible de recueillir l'ensemble des eaux pouvant être polluées lors d'un accident ou d'un incendie y compris les eaux utilisées pour l'extinction.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent être associés à une même rétention (ex : hypochlorite et acides, bases et HF etc...).

9-9-4 : Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes doivent être étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement doit être effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) doivent être effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

9-9-5 : L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation; les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

9-9-6 : Un plan de l'ensemble des égouts de l'établissement, des circuits et réservoirs sera tenu à jour par l'industriel, les divers réseaux étant repérés par des couleurs convenues.

10°) - Bilan environnement

Pour toute substance toxique ou cancérigène figurant dans l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 1er mars 1993, produite ou utilisée à plus de 10 tonnes par an, l'exploitant procédera à un bilan quantitatif annuel des rejets chroniques ou accidentels, dans l'air, l'eau et les sols, quelqu'en soit le cheminement ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

Sont notamment concernées les substances suivantes précisées dans le dossier d'autorisation : acide fluorhydrique, le chlorure de méthylène, l'aldéhyde formique, le chrome et composés, l'alcool méthylique, le cobalt et composés.

Tout changement dans les quantités utilisées ou produites, ainsi que l'utilisation ou la production d'une nouvelle substance de la liste, devra être signalé à l'inspection des installations classées.

Le bilan mentionné ci-dessus devra être transmis à l'inspection des installations classées au plus tard, au 31 mai de chaque année.

II - DISPOSITIONS APPLICABLES AU STOCKAGE ET A L'EMPLOI DE SOLUTIONS AQUEUSES D'ACIDES FLUORHYDRIQUE.

11°) - La capacité totale des solutions aqueuses d'acide fluorhydrique classées très toxiques ne devra pas excéder 2920 litres.

12°) - Ce produit sera stocké dans des récipients à base de résines synthétiques. Tout récipient en verre est interdit. Ces récipients seront soigneusement fermés et étiquetés.

13°) - Toutes dispositions devront être prises pour que les solutions de fluorure d'hydrogène ne puisse être en contact avec des métaux susceptibles de réagir avec dégagement d'hydrogène.

14°) - Les récipients de stockage seront maintenus à l'écart des substances facilement inflammables et des bases fortes anhydres ou en solution concentrée. Une distance minimale de 5 mètres devra exister. Dans le cas contraire, un mur de séparation coupe-feu de degré 2 heures d'une hauteur suffisante, devra être installé.

15°) - Les récipients devront être placés à l'intérieur de rétentions étanches autonomes, conformes à la prescription n° 9-9-3 ci-dessus.

16°) - A proximité des stockages, devront être prévus des équipements de protection, notamment des appareils de protection respiratoires autonomes et isolants ainsi qu'un poste d'eau à débit constant, une réserve de chaux éteinte suffisante, des douches de sécurité et des fontaines oculaires.

17°) - Les opérations de manipulations (vidanges, transvasements ...) et de dilution devront être effectuées avec beaucoup de précautions et sous protection (écran, ventilation suffisante etc...) pour éviter les surchauffes locales, les projections de liquide et le dégagement de vapeurs.

18°) - La prescription n° 8-7 ci-dessus devra être rigoureusement respectée pour réaliser tous travaux sur et dans les cuves et réservoirs contenant ou ayant contenu de l'acide fluorhydrique.

19°) - L'établissement devra être équipé de dispositifs de détection, permettant de vérifier la teneur de l'acide fluorhydrique dans l'air.

III - DISPOSITIONS APPLICABLES AU STOCKAGE, AU MELANGE ET A L'EMPLOI DE LIQUIDES PARTICULIEREMENT INFLAMMABLES, DE LIQUIDES INFLAMMABLES DE 1ère et 2ème CATEGORIE

20°) - La capacité totale équivalente de liquides inflammables (coefficient 1) susceptible d'être présente dans l'établissement ne devra pas dépasser la valeur indiquée à l'article 1er du présent arrêté.

Ces produits devront être stockés soit en plein air, soit dans un bâtiment à usage multiple, d'un seul niveau et de plain-pied, dont les éléments de construction présenteront les caractéristiques de réaction et de résistance au feu suivantes :

- parois et couverture incombustibles ;

Le local sera convenablement ventilé et les portes pare-flammes de degré une demi-heure s'ouvriront vers l'extérieur. Il sera fermé à clef en-dehors des heures d'exploitation.

21°) - Le sol sera incombustible et imperméable. La partie destinée aux liquides particulièrement inflammables sera recouverte de claies métalliques telles que clefs à molette, etc... ou par frottement sur le ciment de chaussures ferrées.

22°) - Les récipients de produits liquides inflammables doivent être associés à une capacité de rétention étanche répondant aux prescriptions 9.9.3 et 9.9.4 ci-dessus.

23°) - Les liquides inflammables seront renfermés dans des récipients qui pourront être soit des bidons, soit des fûts, soit des réservoirs fixes.

Ces récipients doivent être fermés. Ils devront porter en caractères lisibles la dénomination du liquide renfermé. Ils seront incombustibles, étanches, construits selon les règles de l'art et devront présenter une résistance suffisante aux chocs accidentels.

24°) - Les réservoirs fixes métalliques devront être construits en aciers soudable. Ils peuvent être de différents types généralement cylindriques à axe horizontal ou vertical. Ils doivent être conformes à la norme NF M 885 12, s'ils sont cylindriques à axe horizontal.

Les réservoirs fixes à axe horizontal devront avoir subi sous le contrôle d'un service compétent, un essai de résistance et d'étanchéité comprenant les opérations suivantes :

24-1 : Premier essai :

- remplissage d'eau jusqu'à une hauteur dépassant de 0,10 mètres la hauteur maximale d'utilisation ;
- obturation des orifices ;
- application d'une surpression de 5 millibars par ajout de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir une surpression.

24-2 : Deuxième essai :

- mise à l'air libre de l'atmosphère du réservoir ;
- vidange partielle jusqu'à une hauteur d'environ un mètre (cette hauteur devant être d'autant plus faible que la capacité du réservoir est elle-même faible) ;
- obturation des orifices ;
- application d'une dépression de 2,5 millibars par vidange de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir cette dépression.

25°) - Les réservoirs devront être maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent se déplacer sous l'effet du vent, des eaux ou des trépidations.

26°) - Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les vannes de piètement devront être en acier ou en fonte spéciale présentant les mêmes garanties d'absence de fragilité.

27°) - Les canalisations devront être métalliques, être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

28°) - Chaque réservoir fixe devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume liquide contenu.

Ce dispositif ne devra pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir.

En-dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct devra être fermé par un tampon hermétique. Le jaugeage sera interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Il appartiendra à l'utilisateur, ou au tiers qu'il a délégué à cet effet, de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement.

29°) - Chaque réservoir fixe devra être équipé d'une ou plusieurs canalisations de remplissage dont chaque orifice comportera un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes spécifiques éditées par l'association Française de Normalisation, correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement de l'engin de transport.

En-dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage devra être fermé par un obturateur étanche.

Dans la traversée des cours et des sous-sols, les raccords non soudés des canalisations de remplissage ou de vidage des réservoirs devront être placés en des endroits visibles et accessibles, ou bien ils devront être protégés par une gaine étanche, de classe MO et résistante à la corrosion.

Plusieurs réservoirs destinés au stockage du même produit pourront n'avoir qu'une seule canalisation de remplissage s'ils sont reliés à la base et si l'altitude du niveau supérieur de ces réservoirs est la même.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice, devront être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

30°) - Si plusieurs réservoirs sont reliés à leur partie inférieure, la canalisation de liaison devra avoir une section au moins égale à la somme de celles des canalisations de remplissage.

La canalisation de liaison devra comporter des dispositifs de sélectionnément permettant l'isolement de chaque réservoir.

31°) - Chaque réservoir fixe devra être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne, ni obturateur.

Ces tubes devront être fixés à la partie supérieur du réservoir, au-dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné, avoir une direction ascendante et comporter un minimum de coudes.

Ces orifices devront déboucher à l'air libre en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison. Ils devront être protégés de la pluie et ne présenter aucun risque et aucun inconvénient pour le voisinage.

32°) - Si un réservoir est destiné à alimenter une installation (chaufferie, moteur, atelier d'emploi), il devra être placé en contrebas des appareils d'utilisation, sauf si l'installation comporte un dispositif de sécurité évitant tout écoulement accidentel de liquide par siphonnage.

Une notice détaillée et un certificat d'efficacité de ce dispositif, fournis par l'installateur, devront être conservés avec les documents relatifs à l'installation et tenus à la disposition du service chargé du contrôle des installations classées.

33°) - Il devra exister un dispositif d'arrêt d'écoulement vers les appareils d'utilisation, monté sur la canalisation d'alimentation.

Une pancarte très visible devra indiquer le mode d'utilisation de ce dispositif en cas d'accident.

34°) - Il est interdit de chauffer par quel moyen que ce soit, un local renfermant un dépôt de liquides particulièrement inflammables.

35°) - Les récipients dans lesquels sont employés les liquides inflammables seront clos aussi complètement que possible.

Les récipients contenant des liquides inflammables devront porter en caractères très lisibles la dénomination de leur contenu.

36°) - On ne conservera dans les ateliers de fabrication que les quantités de liquides inflammables strictement nécessaires pour le travail de la journée.

Le dépôt de ces liquides sera placé en-dehors de l'atelier de fabrication à une distance suffisante pour qu'il ne puisse pas y avoir propagation réciproque immédiate d'incendie.

37°) - Le chauffage des ateliers de fabrication ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150°C. Tout autre procédé de chauffage pourra être admis dans chaque cas particulier s'il présente des garanties de sécurité équivalentes.

Le local abritant la chaudière sera construit en matériaux incombustibles et coupe-feu de degré 2 heures. Il sera sans communication directe avec les ateliers ou magasins de l'établissement.

38°) - Tout chauffage des liquides utilisés en fabrication est interdit.

39°) - Les opérations de broyage, malaxage, centrifugation et autres, de même nature, en présence de liquides inflammables, s'effectueront dans des appareils clos. Ces appareils, ainsi que les canalisations servant éventuellement à leur alimentation, seront reliés à un bon sol humide par une connexion métallique (mise en électrostatique à la terre).

40°) - L'emploi d'air ou d'oxygène comprimés pour effectuer le transvasement ou la circulation des liquides est rigoureusement interdit.

41°) - Il est interdit de se laver les mains dans l'établissement avec un liquide inflammable.

42°) - La distribution du white-spirit et du xylène à l'aide de volucompteurs du type "routier" est soumis aux dispositions de l'arrêté-type n° 261 bis joint au présent arrêté sauf disposition contraire indiquée dans le présent arrêté.

IV - DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX INSTALLATIONS SOUMISES A DECLARATION OU NON CLASSEES.

43°) - Tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions indiquées dans le présent arrêté sont applicables :

43-1 : les dispositions de l'arrêté-type n° 253 ci-joint concernant le dépôt de liquides inflammables.

43-2 : les dispositions de l'arrêté-type n° 405 B 1°) b) concernant l'application par pulvérisation de peintures inflammables.

43-3 : les dispositions de l'arrêté-type n° 170 concernant la fabrication de détergents sauf :

- les dispositions n°s 5 et 7 remplacées par la prescription n° 9-6 1er alinéa.

- la disposition n° 9 remplacée par la prescription 9-9-3 ci-dessus.

V - DELAIS D'APPLICATION.

44°)- Sauf disposition contraire indiquée dans le présent arrêté, les prescriptions du présent arrêté devront être respectées dans un délai maximum :

- d'un mois pour la disposition 9-9-1 (suppression et bouchage de tous les regards dans les ateliers et à l'extérieur).

- de trois mois pour les dispositions 7-2, 8-17 (extincteur sur roues, 9-2, 9-9-3 (nouvelles rétentions), 14 et 15.

- avant le 31 août 1994 pour les dispositions n° 8-5, 8-12 2ème alinéa, 8-17 (détecteurs d'incendie), 8-30 et 8-31.

- dès notification de l'arrêté pour les autres dispositions.

ARTICLE 3 -

La présente autorisation, délivrée sous réserve du droit des tiers, deviendrait caduque si l'établissement cessait d'être exploité pendant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ARTICLE 4 -

Toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 5 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 6 -

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie du lieu d'installation pour y être consultée par toute personne intéressée.

Un extrait de cet arrêté, énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée, sera affiché à la porte de la mairie de PLERIN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché, en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de la S.A. LA CELTIQUE INDUSTRIELLE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la S.A. LA CELTIQUE INDUSTRIELLE, dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 7 -

"Délai et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

.../...

ARTICLE 8 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire de PLERIN,
Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur
des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera
adressée à la S.A. LA CELTIQUE INDUSTRIELLE, pour être conservée en permanence
par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police.

SAINT-BRIEUC, le 8 AVR. 1994

LE PREFET,

**Pour le PRÉFET
et par délégation
Le Secrétaire Général,**

Signé : Jean-François PAGES

Pour copie certifiée conforme
l'Attaché Chef de Bureau

M.S MOREAU.